

# face au gouvernement des riches pas de pause pour les luttes !

**La question à la mode aujourd'hui c'est la fameuse « pause fiscale ». Les riches en auraient marre de payer trop d'impôts ? Vaste mensonge quand on sait que ces derniers continuent à s'engraisser sur le dos des travailleur-ses, des retraité-e-s, des chômeur-ses.**

## Pause ou pas pause?

Tout augmente ma bonne dame ! Si l'on en croit les médias et les politicards, le bon peuple serait saturé d'impôts, les entreprises vont toutes mettre la clef sous la porte et bientôt à cause des prélèvements fiscaux nous serons tous et toutes obligé-e-s de renoncer à nos vacances (pour peu que l'on en prenne). Cette question semble passionner les médias et les politiciens. Et, pendant ce temps là, le chômage continue d'augmenter, les salaires de stagner, voire de diminuer, les boîtes continuent de fermer et la précarité de se généraliser.

## Une « pause » pour qui ?

Oui « ça augmente » Mais qu'est ce qui augmente ? Et pour qui ça augmente ? Elles sont là les vraies questions ! Avec la hausse de la TVA, l'augmentation de la durée de cotisation pour les retraites, les hausses du coût de la vie (électricité, loyers) c'est un fait : ce sont celles et ceux qui galèrent au quotidien pour boucler les fins de mois qui raquent de plus en plus. Et tout ça pour soi disant « sauver » les finances publiques, au nom du sacro-saint « équilibre financier » voulu par les technocrates de Bruxelles.

Et pourtant... Les grands patrons, ceux et celles qui possèdent le plus, qui bénéficient depuis des années de niches fiscales, d'exonérations fiscales en tous

genres sont ceux qui, par rapport à leur capital, paient le moins d'impôts. Et ce n'est pas près de s'inverser avec un gouvernement qui défend les riches et les rentiers!

Ainsi, la Cour des comptes (présidée par un « socialiste ») rend des rapports à tour de bras pointant le coût des chômeurs et des chômeuses, des prestations sociales, des remboursements de lunettes... Une vraie attaque en règle contre ces classes « laborieuses et dangereuses » qui ne feraient rien, qui ne rapporteraient rien à l'Etat, mais qui lui coûteraient tellement... C'est oublier que les richesses dont se gavent une minorité (les politiciens et les grands patrons) est le produit du travail des millions de salariés, précaires de ce pays.

C'est tellement plus facile de pointer du doigt les pauvres que les riches et d'oublier que l'évasion fiscale de ces derniers, c'est 60 à 80 milliards d'euros par an, que les exonérations de charges patronales en 2010 représentaient environ 30 milliards d'euros, que le bouclier fiscal a déjà coûté près de 4 milliards d'euros. Pour les riches, la « pause fiscale » est une réalité depuis un moment !

## Pas de pause sociale !

Malgré les belles annonces du gouvernement, le chômage ne régresse pas (en fait ce sont les radiations de chômeurs-ses qui

explorent) et les salaires sont toujours aussi minables. Il n'y a rien à espérer d'un gouvernement et d'un système qui préfèrent renflouer les caisses des entreprises et faire payer toujours plus ceux et celles qui triment !

Payer leur crise, on s'en moque, nous n'avons rien à y gagner. Les solutions il y en a, à commencer par faire, enfin, raquer les patrons. Que ceux-ci rendent l'argent qu'ils volent au quotidien aux travailleuses et travailleurs. Cela ne se décidera pas au gouvernement, au Parlement ou avec des pétitions. C'est collectivement, dans les entreprises, les quartiers, dans les syndicats, les collectifs, les associations, avec nos collègues, nos voisins et voisines, tous et toutes ensemble que nous ferons bouger les choses. Ce dont ils ont peur c'est de notre unité, de notre capacité collective à faire changer les choses, à leur montrer qu'il n'y a pas de pause pour les luttes sociales.

**Que les politicards et les spécialistes autoproclamé-e-s se méfient car leur système ne tiendra pas si nous nous organisons pour lutter !**



le mensuel  
en vente auprès  
des militant-es

- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL  
 Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL..... E-MAIL.....

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

2 octobre 2013